

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@hotmail.com

DANS LA PERSPECTIVE DE LA PROCHAINE TRIPARTITE

Les retraités de la wilaya de Laghouat reviennent à la charge

Les retraités de la wilaya de Laghouat ont renouvelé et actualisé leur plateforme de revendications adressée à la FNTR et à l'UGTA. La précédente plateforme avait été publiée par le Soir d'Algérie dans son édition du 17 mai 2011 (www.lesoirdalgerie.com). Dans la perspective de la prochaine tripartite consacrée à la protection sociale qui doit avoir lieu fin septembre ou au plus tard début octobre, les retraités de Laghouat font entendre leur voix. Nous publions ci-dessous leurs nouvelles propositions.

«**L**es retraités de la wilaya de Laghouat à travers leur comité FNTR, suite à leur plateforme de revendications adressées le 5 mai 2011, à la FNTR, à la Centrale UGTA et aux journaux, en particulier le Soir d'Algérie et El Watan, ayant constaté durant plus de 4 mois, aucune suite favorable à notre plateforme de la part des différentes structures concernées, syndicales et étatiques, malgré nos argumentations logiques, raisonnables et surtout légitimes ; ayant constaté, suite à nos contacts réciproques, notre similitude parfaite avec les appels d'impatience croissante des comités de retraités de plusieurs autres wilayas ; tenant compte de ce moment crucial de la tenue imminente de la tripartite sociale dont l'un des points essentiels concerne au premier chef les retraités ; suite à ces constats, les retraités de Laghouat renouvellent et actualisent les points essentiels de leur plateforme, entre autres :

1- Une actualisation générale conséquente et légitime de nos pensions d'au moins 50% avec effet rétroactif depuis mai 2011, vu que ce pourcentage est loin de corriger nos besoins minimum dans cette période d'inflation à tous les niveaux

et qui s'est accentuée pendant le dernier trimestre.

2- L'utilisation du Fonds national de réserve des retraites (FNRR) à cet effet, et pour réguler périodiquement nos pensions au diapason des augmentations des secteurs actifs, tout en sauvegardant les intérêts des futurs retraités.

Relèvement du minimum des pensions de 75 à 100% du SNMG

3- La mise en action immédiate de la Caisse de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale (CNRSS) afin de prendre en charge, en outre, le contrôle et l'affiliation des employeurs et travailleurs non cotisants, ceci pour renforcer les recettes du système social.

4- Le remboursement par l'Etat à la CNR des 400 milliards de DA ayant servi à financer l'ordonnance 97-13 par les propres cotisations des travailleurs et employeurs au lieu de le faire sur les fonds de l'Etat.

5- Un relèvement du minimum des pensions de 75 % à 100 % du SNMG actuel ou décidé par la prochaine tripartite. Ce minimum suivra son évolution en fonction des circonstances nationales.

6- Un relèvement de la majoration pour conjoint à charge à la moitié du SNMG actualisé et généraliser ce droit aux allocataires de retraite (moins de 15 ans d'activité).

7- Le relèvement du montant minimum de l'allocation de retraite à 30% du SNMG.

8- Le relèvement du montant des faibles pensions (retraites proportionnelles ou sans condition d'âge...) pour les aligner à 75 % du SNMG et la validation de toute période au cours de laquelle ont été remplies les obligations du service national.

9- Un exonération totale de l'IRG pour les pensions de moins de 40 000 DA, montant calculé et constaté par plusieurs structures nationales, syndicales et professionnelles, pour les besoins minimum d'une famille moyenne de 5 personnes.

10- Le plafonnement de l'IRG à 10% pour les pensions entre 40 000 et 80 000 DA (classe moyenne actuelle) et à 15% pour toutes les autres pensions, quels que soient leurs montants. Ceci, en attendant une étude multisectorielle complète, sociale et économique sur ce point particulier du système algérien des impôts et fiscalités (pétrole et autres secteurs de production et services) et de ses réelles retombées sur l'économie nationale.

Allocations familiales et capital décès pour les familles des retraités allocataires

En effet, nous considérons la pension d'un retraité comme une économie pour

les vieux jours, identique à une «allocation de chômage définitif» ou à un arrêt final d'activité (sorte de licenciement obligatoire) et qui sont exonérés, et non comme une rente viagère ou un salaire issu d'une plus-value de production et profitant des indemnités qui lui sont liées par l'effet d'être actif.

Cette revendication est d'autant plus légitime si nous considérons toutes les exonérations décidées par l'Etat au bénéfice des entreprises publiques et privées (IRG, TVA, IBC et autres) pour les encourager à mieux produire et aider à résorber le chômage, ainsi que pour plusieurs autres catégories de citoyens (plus de 10 cas particuliers dans le code des impôts). Le retraité et imposé, serait-il devenu, en particulier, le citoyen serviable et corvéable de la nation et cela, jusqu'à son extinction ?

11- Le bénéfice des allocations familiales et du capital décès pour les familles des retraités allocataires (ayant moins de quinze ans d'activité). Ces retraités, la plupart très âgés, déjà sanctionnés dans leurs maigres pensions, le sont encore plus pour ces droits accordés aux autres retraités. Ce n'était pas volontairement que ces retraités refusaient de travailler dans les sombres années 1980 et 1990.

12- La continuité de la pension de reversion à la veuve remariée, au même titre que ce qui est appliqué à la réversion au veuf remarié, d'autant plus que la nouvelle situation de la veuve (nouveau mari = nouveaux enfants) ne résout pas toujours les problèmes des besoins de ses propres enfants orphelins.

13- L'inscription naturelle et permanente de nos revendications actuelles et futures au niveau de toutes les autres fédérations de travailleurs considérant que la FNTR est légitimement la Fédération des fédérations.

Tout actif actuel est un futur retraité membre de la FNTR, si Dieu lui donne vie jusque-là. Une réorganisation des structures de l'UGTA à tous les niveaux (surtout verticaux) devrait permettre l'intégration active des représentants élus des retraités dans ces structures pour défendre plus efficacement leurs droits. Nous ne sommes pas des «retraités» mais des «travailleurs retraités» et les actifs doivent se considérer comme des «continueurs» et (éventuellement) des développeurs de notre travail.

L'extension du conventionnement à tous les praticiens et autres fournisseurs de soins.

14- L'application concrète de l'article 4 du décret 82.179 du 15 mai 1982 fixant le contenu et le mode de financement des œuvres sociales qui stipule que «sont bénéficiaires des œuvres sociales de l'or-

ganisme employeur, les travailleurs et retraités ainsi que les familles qui sont à leur charge. Les familles des travailleurs décédés continuent de bénéficier des mêmes avantages».

15- L'extension du conventionnement de la carte Chifa à tous les médecins généralistes, spécialistes, chirurgiens-dentistes et laboratoires de la wilaya, ceci pour tous types de consultations, d'analyses et de soins, en insistant sur la prise en charge totale pour certaines maladies touchant particulièrement les personnes âgées (hypertension artérielle, diabète, cholestérol, tension oculaire, glaucome, cataracte, rhumatismes, etc.).

16- La suppression du contrôle médical automatique pour les retraités de plus de 65 ans et aux retraités malades chroniques quel que soit leur âge.

17- Le relèvement du plafond des remboursements des ordonnances médicales à 5 000 DA et la suppression du prix public affiché et son remplacement par le tarif de référence.

18- La suppression par la CNR de l'obligation d'avoir un CCP pour recevoir sa pension. Le retraité a droit de choisir tout autre organisme bancaire qui lui agréé (banques, Trésor, mandats, etc.) pour sa pension.

19- L'obligation pour la CNR de transmettre au retraité un document (notification ou autre justificatif) à chaque modification de la situation de sa retraite (révision, revalorisation, veuvage, autres...)

20- L'obligation à l'Algérie Poste de réserver au moins un guichet dans ses principaux bureaux de poste, spécialement pour payer les pensions des retraités les jours prévus à cet effet. En conclusion, nous approuvons et encourageons toutes les initiatives et propositions de la Centrale UGTA, de la Commission exécutive fédérale de la FNTR ainsi que celles des comités des autres wilayas allant dans le même sens que nos légitimes revendications. A cet effet, les travailleurs retraités de la wilaya de Laghouat sont mobilisés, en cas de besoin et à toute demande de la FNTR ou de l'UGTA, pour envoyer une délégation de retraités au siège syndical pour exprimer de vive voix leurs revendications et soutenir toute action concrète en ce sens. Cependant, les retraités de la wilaya de Laghouat et leur comité de wilaya jugeant que cette plateforme est un minimum légitime et que la FNTR en particulier et l'UGTA en général, auront, nous en sommes persuadés, le souci, le cœur et la raison pour la prendre en charge concrètement et en urgence. Souhaitons pleine réussite à la prochaine Tripartite sociale. Vive la FNTR — Vive l'UGTA — Vive l'Algérie —».

FNTR, comité de la wilaya de Laghouat

ÉCLAIRAGE

La population mondiale inégale devant l'espérance de vie

Si, en cinquante ans, l'espérance de vie a globalement progressé de plus de vingt ans dans le monde (46 ans en 1950, 68 ans en 2005), les situations restent contrastées selon les pays. Ainsi, un Européen vit 76 ans en moyenne, selon l'Institut national d'études démographiques, un Africain 55 ans.

Le champion du monde de l'espérance de vie en 2011 reste le Japon, avec 83 ans. Presque le double de l'Afghanistan (45 ans),

en bas du classement. L'augmentation de l'espérance de vie est continue dans la plupart des pays développés mais n'est pas systématique partout. Elle diminue dans certains pays, notamment de l'ex-URSS, comme la Russie (les hommes vivaient 64 ans en 1960, 61 ans en 2010). L'épidémie du sida ainsi que les guerres réduisent également l'espérance de vie dans un certain nombre de pays comme l'Afrique du Sud (52 ans) ou la Sierra Leone (48 ans).

**Courrier
des
lecteurs**

Années du service national

Il est aberrant de voir que ceux qui ont pris les armes (les repentis) ont vu leurs années passées au maquis décomptées dans le calcul de leur retraite, alors que ceux qui étaient sous les drapeaux et qui ont payé de leur tribut se sont vu refuser le décompte de deux années de service national comme activité conformément au code du service national.

Il est également anormal et anti-constitutionnel qu'un décret élaboré par le ministère du Travail et de la Sécurité sociale abroge une disposition de ce code qui stipule explicitement que les années passées sous le drapeau sont considérées comme activité à prendre en considération dans le calcul de la retraite.

Alors pourquoi attendre 60 ans pour prendre tacitement en considération cette disposition.

En conséquence où se situe la faute du pauvre retraité pour le pénaliser de cette façon ?